

importantes, qui intéresseraient énormément les Canadiens de l'Ouest du pays.

Monsieur le président, j'espère que la nouvelle direction de Radio-Canada tiendra compte des désirs de la population, dont le principal est d'abord de connaître son pays et de savoir ce qui se passe chez elle. La Société Radio-Canada remplira cette fonction-là lorsqu'elle informera l'ensemble de la population canadienne sur ce qui se passe au Canada, sur ce qui existe au Canada, et qu'elle cessera de dépenser des millions de dollars pour couvrir des guerres, des meurtres et des ignominies.

Monsieur le président, nous croyons fermement que la Société Radio-Canada peut rendre service. Elle doit rendre service aux Canadiens et les servir avec justice, avec objectivité, leur donnant et respectant leur droit d'expression, en vue de faire de notre société une société de valeur, une société qui représente vraiment l'ensemble de la population canadienne.

M. Mongrain: Monsieur le président, nous nous souvenons tous qu'un jour, cette jeune demoiselle, qui a hérité de la fonction de secrétaire d'État, a déclaré que ce qui se passait à Radio-Canada était quelque chose de pourri. A ce moment-là, cette déclaration a soulevé l'ire de certains commentateurs existentialistes. J'ai quand même l'impression qu'au sein de la Chambre, cette déclaration a rallié l'opinion de la plupart des gens qui tentent d'évaluer le travail que fait la Société Radio-Canada, et qu'au sein de tous les partis, on a convenu qu'il y avait du moins quelque chose qui laissait à désirer à la Société Radio-Canada.

Au moment où notre gouvernement nous proposait les améliorations que nous connaissons et que nous avons votées, les amendements ou le nouvel organisme que nous avons approuvés, nous espérions que la Société Radio-Canada donnerait au peuple canadien quelque chose de plus objectif et de plus stable, dans les circonstances, parce que nous avons tous, monsieur le président, déploré cette espèce de noyautage dont tout le monde était témoin. Je ne crois pas que ce soit quelque chose de partisan, qui reflète purement l'«électorisme» qu'on est habitué à déplorer, mais c'est tout de même quelque chose qui était tellement évident que, de tous les coins de la Chambre, on était d'accord pour déplorer qu'il existât au sein de la Société et dans certains domaines, pour des raisons qui peuvent paraître évidentes à quelques-uns et moins évidentes à d'autres, un noyautage de séparatisme et de socialisme et, peut-être aussi, des gens qui nient toutes les valeurs dans lesquelles nous croyions jusqu'à maintenant.

Monsieur le président, je vois que mon honorable ami, le député de Lapointe (M.

Grégoire), proteste. Je ne crois pas qu'il proteste en faveur de cette légion d'athées qui voudraient remettre en question tout ce à quoi nous croyons, nous, les représentants de tous les Canadiens, de toutes les religions ou allégeances.

Nous avons même vu paraître, plus souvent qu'à leur tour, des révolutionnaires qui n'avaient même pas l'excuse d'une idéologie plus acceptable à nous présenter pour avoir droit de parole à la Société Radio-Canada.

Monsieur le président, j'entendais tantôt le chef du Ralliement créditiste (M. Caouette) dire que tous les courants d'idées pouvaient être respectés à la Société Radio-Canada. Je crois que c'était quand même l'opinion du gouvernement qui a institué la Société Radio-Canada, celle des gouvernements qui, depuis, essaient de moderniser les structures de la Société Radio-Canada, et celle du Parlement qui, cette année, a voté un budget généreux à la Société Radio-Canada. Je crois aussi que tous les courants d'idées devraient être respectés au sein de cette Société.

Or, monsieur le président, il reste, pour moi qui suis auditeur et qui regarde les émissions de la Société Radio-Canada, que le parti libéral est traité généreusement, et c'est naturel, puisqu'il est au pouvoir. Si les conservateurs étaient là, ce serait probablement dans la même mesure. On serait tout aussi généreux à leur égard, c'est bien sûr.

Les membres du Nouveau parti démocratique y paraissent aussi plus souvent qu'à leur tour, mais je ne songe pas à les blâmer. C'est peut-être parce qu'ils ont plus de leurs membres qui sont, comment dirais-je—je cherche un mot auquel il ne s'opposent pas—peut-être plus agressifs que les autres, et il arrive qu'ils paraissent sur les réseaux français et anglais peut-être plus souvent que le justifierait leur représentation à la Chambre des communes. Ce n'est pas moi qui vais m'en plaindre, parce que chaque fois, ils ont quelque chose de constructif à offrir.

La même chose s'applique au Ralliement créditiste, mais ils ont un avantage un peu extraordinaire. C'est que, n'ayant pas d'argent, grâce à la générosité de philanthropes ou de personnes charitables qui veulent sauver la race, ils ont des émissions sur des postes privés pour propager leur doctrine, leur revalorisation du système financier.

Monsieur le président, depuis deux ans et demi, je suis assis dans ce coin-ci de la Chambre, à côté de la porte, dans la première rangée. On ne peut donc pas dire que je suis un «back-bencher», et je suis un de ceux qui s'étonnent de voir qu'on n'ait pas songé à inviter un indépendant, car nous ne sommes pas tellement nombreux. Aux dernières nouvelles, nous étions quatre; nous ne sommes maintenant que trois: un conservateur indé-